

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 02/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE

Raffinerie de Provence
La Mède BP 90020
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX
13220 Châteauneuf-les-Martigues

SPR/UICPE/JN/n° 588-2024
Références : FR/JPP-D-1734-MRT-2023
Code AIOT : 0006401056

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a porté sur la thématique COV : Etude technico-économique de réduction des émissions / surveillance environnementale.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane, de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- COV, étude technico-économique de réduction des émissions, programme de surveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	COV issus des bacs de stockage	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,5	/	Mise en demeure, respect de prescription	31/12/25 31/12/28 31/12/31
7	ETE bassins API	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2,3,2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Caractérisation des COV	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,2	/	Sans objet
2	Quantification des COV	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,3	/	Sans objet
4	VLE COV émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	ETE réservoirs de stockage	Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2,3,1	/	Sans objet
9	Surveillance environnementale	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle a porté sur les mesures prises ou envisagées par l'exploitant pour réduire les émissions de COV du site, et surveiller leurs effets sur l'environnement.

Il ressort de ce contrôle que l'exploitant doit compléter les éléments fournis dans son étude technico-économique de réduction des COV, dans le programme de surveillance et dans la note détaillée de quantification des COV pour permettre à l'Inspection d'évaluer leur suffisance et leur pertinence au regard des objectifs fixés par l'arrêté préfectoral du 16/05/2018 modifié par l'arrêté préfectoral du 2/05/2022.

En outre, deux non conformités ont été relevées (ETE bassins API, peinture des bacs) et feront l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral mettant en demeure l'exploitant de les faire cesser dans les délais impartis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Caractérisation des COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,2
Thème(s) : Risques chroniques, Article 3.2.6.2. Caractérisation des sources d'émission
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie de façon exhaustive toutes les sources d'émissions atmosphériques de COV CMR prioritaires et COV sur l'emprise géographique de son établissement. Dans cet inventaire, l'exploitant prend en compte les émissions directes canalisées, diffuses et/ou fugitives de toutes les unités et les opérations de maintenance à l'origine d'émissions atmosphériques significatives et les incidents à l'origine d'émissions atmosphériques significatives telles que définis à l'article 3.2.6.1 du présent arrêté. Cet inventaire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, avec les éléments d'appréciation justifiant les actions de caractérisation. De plus, il distingue les sources susceptibles d'être à l'origine d'émissions de COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 3.2.6.1 du présent arrêté, du méthane et des autres COV. En outre, l'exploitant dispose d'un inventaire de tous les événements utilisés (hors situation exceptionnelle) pour chaque procédé (par unité par exemple), en précisant leur emplacement, leur raccordement vers un traitement lorsqu'il existe, et leurs émissions. Il procède également au repérage des équipements liés à des émissions fugitives des COV CMR prioritaires et COV tels que définis à l'article 3.2.6.1 du présent arrêté et en établit un recensement. Ce recensement est mis à jour lors de chaque modification significative des unités (ajout, remplacement ou mise hors exploitation d'un équipement, ...).
Constats : Un bilan sous une forme synthétique des émissions de COV pour les différentes sources recensées a été présenté lors du contrôle. En application de l'article 4 de l'AP du 12/06/18 visé en référence, l'exploitant adressera sous 30 jours à l'Inspection un inventaire général qualitatif de toutes les sources d'émissions COV du site permettant de distinguer les COV CMR prioritaires, et de les localiser sur un plan de masse (la localisation ne porte pas sur les émissions fugitives). Cet inventaire doit également permettre de préciser la nature de tous les événements utilisés (hors situation exceptionnelle) pour chaque procédé (par unité par exemple), en précisant leur emplacement, leur raccordement vers un traitement lorsqu'il existe, et leurs émissions. Le niveau de détail de cet inventaire doit être suffisant pour permettre de bien appréhender les différentes sources d'émission du site (phases transitoires, diffus non surfaciques, ...).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,3
Thème(s) : Risques chroniques, Article 3.2.6.3. Quantification
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant quantifie les émissions associées aux sources caractérisées en application des dispositions de l'article 3.2.6.2 du présent arrêté sur la base d'une méthodologie définie applicable à chaque équipement concerné et commune à tous les équipements du même type. La priorité est donnée aux méthodes basées sur la mesure des émissions.</p> <p>L'exploitant distingue, pour chaque source d'émission, la part de chaque COV émis, en quantifiant précisément les émissions de chaque COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 3.6.2.1 du présent arrêté lorsque de telles substances sont susceptibles d'être rejetées.</p> <p>L'exploitant justifie la quantité émise calculée sur la base d'une corrélation avec des mesures in situ ou par une note détaillée sur la méthodologie retenue et le résultat obtenu. Cette note peut faire l'objet d'une tierce expertise sur décision de l'inspection des installations classées, conformément aux dispositions de l'article L181-13 du code de l'environnement. Les méthodes et références de quantification des émissions de COV utilisées par l'exploitant sont décrites en annexe 7 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bilans COV 2019 à 2022 ont été présentés à l'inspection, pour les sources suivantes :</p> <p><u>Emissions canalisées</u></p> <p>* URV : le raccordement des îlots 2 et 4 à l'URV en 2020, ainsi que des travaux d'optimisation ont permis une forte diminution des COV entre 2019 (30t) et 2022 (2t)</p> <p>* autres émissions canalisées : le flux annuel d'émissions canalisées de COV de chaque point de rejet n'a pas été présenté. Il sera transmis pour chaque année (2019 à 2022), ainsi que le flux annuel total de l'ensemble de rejets canalisés.</p> <p><u>Emissions diffuses non fugitives (réservoirs de stockage, décantations...) :</u></p> <p>* réservoirs de stockage : une forte baisse des COVNM issus des réservoirs de stockage est constatée entre 2019 (186t/an) et 2020 (98t/an) puis 2022 (67t/an). L'exploitant explique ces baisses par différents facteurs (baisse des volumes stockés, caractéristiques des produits, météorologie, mise en place de fourreaux VPR au niveau des verticales de piges) qui ne sont pas suffisamment développés pour permettre de les appréhender. L'exploitant apportera à l'Inspection tous les éléments techniques nécessaires de façon détaillée pour justifier de ces écarts (entre 2019 et 2020, puis entre 2020 et 2022).</p> <p>* bacs de décantation : les valeurs d'émission ont fortement augmenté entre 2019 (34t) et 2022 (92t). Des explications détaillées permettant d'expliquer cette variation à la hausse sera transmise à l'Inspection.</p> <p><u>Emissions diffuses fugitives :</u></p> <p>Le flux annuel des émissions de COV fugitives a baissé entre 2019 (50t) et 2022 (39t). L'exploitant précisera les principales évolutions survenues entre ces deux dates (nombre de points de mesure, raccordement des réseaux gaz et torches...).</p> <p>Les éléments complémentaires demandés précédemment, surlignés en gras, permettront d'évaluer si la réduction de 40 % d'émissions globales affichée entre 2019 et 2022 est inhérente aux mesures de réduction prescrites par l'AP du 16/05/2018, qui devront être mises en évidence, ou à des méthodes d'évaluation différentes.</p>

Dans tous les cas, les quantités annuelles 2019 à 2022 de COVNM, dont les COV CMR prioritaires, seront ramenées sur la base de méthode de calculs et de taux nominal de fonctionnement des installations comparables.

Conformément aux dispositions de l'article 6.2.6.3 de l'AP du 16/05/2018, une note détaillée sur la méthodologie retenue pour quantifier chacune de ces sources et caractériser pour chacune d'entre elle la part de COV CMR prioritaires, sera transmise à l'inspection, en mentionnant les principales évolutions survenues entre 2019 et 2022, en lien avec les remarques précédentes. Cette note précisera par ailleurs les méthodes qui ont été retenues pour évaluer les gains attendus pour les différentes mesures de réduction des émissions de COV mises en œuvre ou prévues.

Par ailleurs, en application de cette même référence réglementaire, l'exploitant évaluera également la possibilité de réaliser périodiquement in situ des mesures au niveau de chacune des sources d'émissions du site (qui ne font pas déjà l'objet de mesures) afin de les corrélérer aux méthodes de calculs issues de la note détaillée précitée. Cela concerne par exemple les COV issus des bassins surfaciques.

Ces éléments sont attendus sous 30 jours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : VLE COV émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,5

Thème(s) : Risques chroniques, Article 3.2.6.5. Emissions diffuses non fugitives

Prescription contrôlée :

La valeur limite des émissions diffuses de COV émises par l'ensemble des bacs de stockage est fixée à 120,5 tonnes/an.

La valeur limite des émissions diffuses de COV émises par l'ensemble des postes de chargement est fixée à 55,5 tonnes/an jusqu'au 31 décembre 2019 et 10 tonnes/an à compter du 1er janvier 2020. La valeur limite des émissions diffuses de COV émises par les bassins API est fixée à 26,6 tonne/an.

La valeur limite des émissions diffuses de COV émises par la torche est fixée à 14,2 tonnes/an.

La valeur limite des émissions diffuses de COV (hors émissions fugitives) pour l'ensemble de la raffinerie est fixée à 216,8 tonnes/an jusqu'au 31 décembre 2019 et 171,3 tonnes/an à compter du 1er janvier 2020.

Constats :

Les données présentées par l'exploitant durant le contrôle indiquent que les VLE visées en référence sont respectées, à l'exception de celle des bassins API (92 tonnes en 2022 pour une VLE de 26.6 tonnes par an).

Ce dépassement de la VLE des bassins API ne caractérise pas pour autant une non-conformité dans la mesure où l'article 3.2.6.7 de l'AP du 16//05/2018 précise que ces valeurs limites d'émissions ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions (SME) de COV, garantissant que le flux total d'émissions de COV de la raffinerie ne dépasserait pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté. Cette condition est respectée dans le cas

présent puisque le bilan présenté par l'exploitant mentionne une valeur annuelle de rejet globale de COV de 201 tonnes pour 2022 (toutes sources d'émissions confondues), pour une valeur totale autorisée à 270 tonnes par application du SME, nonobstant les justificatifs sollicités dans la fiche de constat précédente qui permettront de le confirmer.

Néanmoins, bien que la VLE des bassins API de 26.6 tonnes par an ne s'applique pas stricto sensu au regard de l'article 3.2.6.5 de l'AP du 16/05/2018, une réduction globale des COV émis par le site est prescrite par l'article 10.5.2 de l'AP du 16/05/2018, avec des objectifs de réduction propres aux bassins API fixés par l'article 2.3.2 de l'AP du 02/05/22. Des mesures de réduction des COV émis par ces bassins sont donc attendues (voir plus loin dans le rapport).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : COV issus des bacs de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 3,2,6,5

Thème(s) : Risques chroniques, Article 3.2.6.5. Emissions diffuses non fugitives

Prescription contrôlée :

Les produits finis et intermédiaires pouvant contenir du benzène dans une proportion supérieure à 10% en poids sont stockés dans des bacs à toit flottant à double joint d'étanchéité, ou technologie équivalente.

Les parois et le toit externe des réservoirs servant au stockage avant expédition d'essences (avec ou sans additifs) sont recouverts d'une peinture d'un coefficient de réflexion de chaleur rayonnée totale supérieur ou égal à 70%. Ces réservoirs sont de type toits flottants externes et sont équipés d'un joint primaire pour combler l'espace annulaire situé entre la paroi du réservoir et la périphérie extérieure du toit flottant et d'un joint secondaire fixé sur le joint primaire.

Afin de réduire les émissions atmosphériques de COV dues au stockage d'hydrocarbures liquides volatils, les réservoirs à toit flottant ou les réservoirs à toit fixe avec écran interne sont équipés de joints d'étanchéité très performants.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les émissions en COV lors des opérations de nettoyage des bacs de stockage de liquides inflammables volatils.

Constats :

L'article 3.2.6.5 de l'AP du 16/05/2018 précise que les produits finis et intermédiaires pouvant contenir du benzène dans une proportion supérieure à 10% en poids sont stockés dans des bacs à toit flottant à double joint d'étanchéité, ou technologie équivalente, et que les réservoirs servant au stockage avant expédition d'essences (avec ou sans additifs) sont de type toits flottants externes et sont équipés d'un joint primaire pour combler l'espace annulaire situé entre la paroi du réservoir et la périphérie extérieure du toit flottant et d'un joint secondaire fixé sur le joint primaire.

L'exploitant transmettra la liste des réservoirs concernés et les justificatifs permettant de confirmer que les dispositions susvisées sont respectées.

Par ailleurs, ce même article précise que les parois et le toit externe des réservoirs servant au stockage avant expédition d'essences (avec ou sans additifs) sont recouverts d'une peinture d'un coefficient de réflexion de chaleur rayonnée totale supérieur ou égal à 70%. Or, il ressort des échanges faits en séance que sur les 24 bacs concernés, 3 seulement (B10, B65 et A051) seraient conformes. Une inspection sur le terrain a permis de confirmer visuellement que de nombreux

<p>bacs n'étaient pas recouverts de peinture réfléchissante (A013, A021, A023, A036, A051, B012, B013, B062, etc...). Ceci constitue une non-conformité au sens des dispositions de l'article 3.2.6.5 de l'AP du 16/05/2018, qui sont issues de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités au sein d'une ICPE soumise à autorisation. Un projet de d'AP de mise en demeure sera donc proposé à M. Le Préfet pour encadrer leur délai de mise en conformité.</p> <p>Concernant les 3 bacs déjà mis en peinture, il semblerait que certains d'entre eux n'auraient pas été recouverts totalement sur les parois et le toit externe. L'exploitant précisera la situation de ces réservoirs par rapport aux exigences de l'article 3.2.6.5 de l'AP visé en référence.</p>
<p>Observations</p> <p>Une fuite de COV a été détectée, via le réseau de surveillance environnementale, au niveau du bac B15, probablement lié à une défaillance de son joint d'étanchéité. L'exploitant transmet sous 30 jours à l'Inspection les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - proportion de benzène contenu dans ce bac - type de joint (simple ou double) -- nature de la défaillance - actions correctives prévues pour ce bac, et les autres susceptibles de rencontrer la même défaillance, avec échéancier de réalisation et mesures temporaires mises en place dans l'attente de leur réalisation (notamment en termes de surveillance) - quantité de COV journalière émise, dont COV CMR prioritaire, dans l'attente de sa réparation, et estimation de la quantité de COV totale émise à ce jour (depuis sa détection) <p>Par ailleurs, lors de la visite terrain, un détecteur individuel de COV a relevé une concentration au-delà du seuil de détection à proximité de ce bac B15. Il a été demandé à l'exploitant, le jour de l'inspection, de vérifier son origine. Les conclusions des investigations réalisées seront transmises à l'Inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

N° 6 : ETE réservoirs de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2,3,1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Article 2,3,1. réduction des COV bacs de stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions de COV, l'exploitant équipe chaque réservoir de stockage de liquides inflammables à toit flottant ou à écran flottant de dispositif de réduction sur les verticales de pige ou barres creuses (appelé Fourreau VPR).</p> <p>La mise en place de ce dispositif sera réalisée à l'occasion de la première inspection hors exploitation détaillée des réservoirs ou de tout arrêt d'opportunité permettant la mise en œuvre de ce dispositif. En tout état de cause, ce dispositif de réduction des émissions de COV sera déployé sur l'ensemble des réservoirs concernés au plus tard en février 2031 et suivant la progression minimale suivante : 30 % des réservoirs équipés sous 3 ans et 60 % des réservoirs équipés sous 6 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'article 10.5.2 de l'AP du 16/05/2018 précise que l'exploitant réalise, et transmette à l'inspection sous 2 ans une étude technico-économique de réduction des émissions de COV CMR prioritaires et COV identifiées au niveau des installations du site (bacs de stockage, bassins de traitement et</p>

de stockage des eaux polluées dont les bassins API et les caniveaux ouverts, la torche, les systèmes de captation le cas échéant) et propose un échéancier de réalisation de l'ensemble des mesures proposées dont les délais n'excèdent pas 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cet objectif global a été précisé dans un AP complémentaire en date du 02/05/22 pour certaines installations, et notamment les réservoirs de stockage et les bassins surfaciques, qui représentent de façon combinée 170 t environ sur les 200 t de COV émis en 2022 par le site (sur la base des évaluations faites par l'exploitant).

L'article 2.3.1 de cet AP précise que chaque réservoir de stockage de liquides inflammables à toit flottant ou à écran flottant est muni de dispositif de réduction sur les verticales de pige ou barres creuses (appelé Fourreau VPR) à l'occasion de la première inspection hors exploitation détaillée des réservoirs et en tout état de cause déployé sur l'ensemble des réservoirs concernés au plus tard en février 2031 et suivant la progression minimale suivante : 30 % des réservoirs équipés sous 3 ans et 60 % des réservoirs équipés sous 6 ans.

A la date du contrôle, 8 bacs sur les 24 concernés ont été équipés de fourreau VPR sur les verticales de pige, soit les 30 % imposés dans le délai des 3 ans suivant la date de notification de l'AP du 02/05/22. Une vérification par sondage sur site sur un bac choisi par l'inspection et réputé équipé de ce dispositif (A33) a permis de constater visuellement sa mise en place.

Aucune non-conformité n'est relevée.

Observations :

L'exploitant transmettra la liste des réservoirs déjà équipés, ainsi que celle des réservoirs qu'il reste à équiper, accompagnée de leur échéancier de réalisation.

Le gain attendu par la mise en œuvre de ces dispositifs, en termes de COVNM, dont les COV CMR prioritaires, et leur coût global, seront précisés sous 30 jours.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : ETE bassins API

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/2022, article 2,3,2

Thème(s) : Risques chroniques, Article 2,3,2- réduction des COV bassins API

Prescription contrôlée :

ARTICLE 2.3.2 – Bassins API

L'exploitant remet sous quatre mois à compter de la notification du présent arrêté une étude technico-économique complémentaire permettant de définir les moyens propres à réduire les émissions surfaciques de COV des bassins API.

Les solutions étudiées et celle retenue par l'exploitant font l'objet d'un positionnement par rapport à la cible théorique d'abattement de 95 % citée dans l'étude de réduction des émissions de COV du 30 décembre 2020 et complétée le 30 juin 2021.

Cette étude est accompagnée d'un échéancier de réalisation. Le dispositif retenu est mis en œuvre dans un délai global de 36 mois à compter de la notification du présent arrêté avec une mise en œuvre progressive sur les différents bassins API concernés à raison de 50 % minimum de la surface des bassins sous 24 mois

Constats :

L'article 10.5.2 de l'AP du 16/05/2018 précise que l'exploitant réalise et transmet à l'inspection sous 2 ans une étude technico-économique de réduction des émissions de COV CMR prioritaires et COV identifiées au niveau des installations du site (bacs de stockage, bassins de traitement et de stockage des eaux polluées dont les bassins API et les caniveaux ouverts, la torche, les systèmes de captation le cas échéant) et propose un échéancier de réalisation de l'ensemble des mesures proposées dont les délais n'excèdent pas 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette étude technico-économique a été réalisée le 30 décembre 2020 et complétée le 30 juin 2021.

L'objectif global de réduction des COV visé par ces premières études a été précisé dans un AP complémentaire en date du 02/05/22 pour certaines installations, et notamment les réservoirs de stockage et les bassins surfaciques, qui représentent de façon combinée 170 t environ sur les 200 t de COV émis par le site en 2022 (sur la base des évaluations faites par l'exploitant).

Concernant les deux bassins API (nommés décantation 4 et 13) destinés à collecter et traiter les hydrocarbures des eaux huileuses, l'article 2.3.2 de cet article prescrit la remise sous 4 mois d'une étude technico-économique complémentaire permettant de définir les moyens propres à réduire les émissions surfaciques de COV et de comparer l'efficacité des mesures retenues à la cible théorique d'abattement de 95 % citée dans l'étude de réduction des émissions de COV du 30 décembre 2020 et du 30 juin 2021. Cet article précise que le dispositif retenu doit être mis en œuvre dans un délai global de 36 mois (soit avant le 02/05/2025) avec une mise en œuvre progressive sur les différents bassins API concernés à raison de 50 % minimum de la surface des bassins sous 24 mois (soit avant le 02/05/2024).

L'inspection n'a pas été en mesure de prendre connaissance du contenu de cette étude, en date de janvier 2023, avant le contrôle. L'exploitant précise qu'elle a été transmise à la DREAL en février 2023 (donc au-delà du délai des 4 mois prescrits).

Les éléments suivants sont issus de la présentation faite en salle par l'exploitant et de l'analyse menée a posteriori de l'étude susvisée.

Dans cette étude, l'exploitant justifie tout d'abord la difficulté opérationnelle (bassins de grandes dimensions non conçus à l'origine pour être couverts), sécuritaire (risque de LIE dans les bassins) et financière (3.5 M€) de couvrir totalement les bassins API, et de traiter les COV par la mise en place d'oxydateurs thermiques.

Comme prévu par l'article 2.3.2 de l'AP du 02/05/22, il étudie ensuite les mesures alternatives à la couverture des bassins qu'il propose de mettre en œuvre, notamment en réduisant à la source les flux de COV les plus critiques rejoignant les bassins. Les principales mesures proposées sont les suivantes :

- mise en place de débitmètres et densimètres dans les fosses à huiles des bassins 4 et 13 (fait en juin 2023) pour mieux quantifier et caractériser les COV entrants (et donc émis) ainsi que les sources émettrices les plus critiques ; ces dernières ont été classées par l'exploitant selon 4 critères (risques d'envoi d'HC, fréquence, émissivité du produit, volume globale du flux). Ceci afin de prioriser les actions de réduction d'émissions de COV à la source.
- mise en place d'analyseurs de COV au niveau des bassins 4 et 13 avec alarme et report en SDC pour détecter une éventuelle anomalie de la charge entrante et intervenir plus rapidement (en phase de test)
- mise en place de purgeurs automatiques au niveau des bacs D27 (fait 01/23), B21 (programmé

12/23) et B07 (programmé 06/24) pour limiter les temps de purge et donc la quantité d'effluents chargés en HC susceptibles de rejoindre les décanteurs

- revamping des systèmes d'écémage et du tambour oléophile de la DEC 13 (fait 09/23)
- mise en place de lentilles dans le regard et bassin en amont de la décantation 13 (programmé 10/23)
- étude de faisabilité d'un système d'écémage d'HC récupérant les eaux huileuses du chargement camion

Néanmoins, l'étude ne conclut pas sur le positionnement de l'efficacité de ces mesures alternatives par rapport à la cible théorique d'abattement de 95%, et propose de réaliser un état des lieux au premier semestre 2024. Il s'agit d'une non-conformité aux dispositions de l'article 2.3.2 de l'AP du 02/05/22 qui précise que ce positionnement devait être intégré à l'étude à transmettre sous 4 mois (soit avant le 12/09/23). L'Inspection proposera à M. Le Préfet de mettre en demeure l'exploitant d'évaluer le taux d'abattement estimatif des COV émis par ces bassins dans un délai de 3 mois.

Observations :

- L'étude proposant les mesures alternatives à la couverture des bassins et le traitement des COV par oxydation devra éventuellement être complétée par la proposition d'autres mesures alternatives si le taux d'abattement évalué est trop éloigné des 95 % cible (changement technologie des racleurs et couverture totale des bassins par des lentilles, temps de séjours des effluents dans le bassin limité au maximum, mise en place d'un bac de pré-décantation recouvert de lentilles en amont de la décantation 4 etc.).

Il convient à cet effet de préciser les éléments suivants :

- l'étude mentionne que l'année 2020 est la plus représentative en termes d'émissions de COV émis par les bassins API (62 tonnes), alors même qu'il est indiqué que cette année a connu une hausse des émissions de ces bassins liées notamment à la reprise de l'activité (redémarrage des installations au 1er juillet 2019). Comme précisé dans la fiche de constat n°2, il appartiendra à l'exploitant de comparer les évolutions d'émissions de COV dans le temps (depuis 2019) en les ramenant à des hypothèses de quantification équivalentes, et de faire ressortir celles qui sont liées directement à la mise en œuvre de mesures de réduction de COV prévues dans les ETE.

- Dans le cas présent, l'année de référence n'a pas d'impact sur l'analyse attendue : il s'agit ici d'évaluer le taux d'abattement en COV émis par les bassins API après mise en œuvre de l'ensemble des mesures alternatives par rapport au 95 % qui sera atteint par la mise en place de leur couverture et le traitement des COV, là encore dans des hypothèses de quantification comparables.

- le complément attendu sur l'efficacité des mesures alternatives retenues par rapport à la cible théorique d'abattement de 95 % précisera, outre le gain attendu en COVNM, la fraction de COV CMR prioritaire concernée, ainsi que le coût unitaire et global de ces mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,2
Thème(s) : Risques chroniques, Article 10,2,1,2 - COV faisant l'objet d'une surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement</p> <p>L'exploitant assure une surveillance environnementale des polluants atmosphériques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dont le niveau d'émission est supérieur aux seuils visés à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les émissions diffuses sont prises en compte. - dont l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) couplée à une première interprétation de l'état des milieux ont mis en évidence la nécessité d'une surveillance environnementale. <p>La liste des polluants visés par cette surveillance environnementale est, au minimum, la suivante : benzène, cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène. La surveillance de ces substances est mise en oeuvre sous 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté, et est réalisée en continue pour le benzène.</p> <p>Ce programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - rejets des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé.</p> <p>La surveillance environnementale doit s'effectuer en priorité dans les matrices environnementales exposant directement la population par les voies d'inhalation et d'ingestion (air extérieur, air intérieur, matrices alimentaires, etc.) faisant l'objet de valeurs de gestion publique (valeur réglementaire air extérieur, objectif de qualité air extérieur, valeur guide air intérieur, valeur réglementaire communautaire en vue de la commercialisation des denrées alimentaires, etc.).</p> <p>En cas d'impossibilité technique, des mesures de surveillance de polluants atmosphériques dans les milieux directs d'exposition sans référence à des valeurs de gestion publique ou de surveillance dans des compartiments n'exposant pas directement les populations (retombées, bio-indicateurs, etc.) peuvent être utilisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La surveillance environnementale du site est prescrite par l'article 10.2.1.2 de l'AP du 16/05/18. Elle définit les polluants devant faire l'objet d'une surveillance environnementale, à savoir au minimum, la suivante : benzène, cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène.</p> <p>L'exploitant n'a pas formalisé son programme de surveillance environnementale dans un document unique permettant de préciser les attendus mentionnés aux articles 10.2.1.2 et 10.2.1.3 de l'AP du 16/05/2018. Ce programme, qui devra intégrer la gestion des anomalies, sera transmis à l'inspection sous 30 jours.</p> <p>Il fera ensuite l'objet d'une analyse a posteriori par l'Inspection pour évaluer sa suffisance (en termes de fréquence, polluants, nombre des points de prélèvements...) au regard des objectifs fixés, de l'ensemble des dispositifs de surveillance existants et des enjeux présents autour de la plateforme de La Mède.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,1,2
Thème(s) : Risques chroniques, Article 10,2,1,2 - modalités de surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La surveillance environnementale prévue à l'article 10.2.1.2 de l'arrêté du 16 mai 2018 susvisé comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • pour la surveillance du benzène : pendant les cinq premières années à compter de la notification du présent arrêté, la réalisation de 8 campagnes de prélèvements par an d'une durée minimale d'intégration de 14 jours au niveau de 7 points de mesures repérés en figure 1 de l'annexe 3 ; • pour la surveillance des substances particulaire (cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène) : la réalisation de campagnes de prélèvements biennales d'une durée minimale de 30 jours, une sur la période estivale, une sur la période hivernale, au niveau de chacun des points de mesures repérés en figure 2 de l'annexe 3 l'annexe 3 ; <p>Le nombre d'emplacements de points de mesure, les conditions dans lesquels les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans le programme de surveillance.</p> <p>L'implantation spatiale des points de mesure et le choix des matrices (air, retombées de poussières, végétaux, sols) analysées doit être dûment justifiée au regard des modélisations de rejets (canalisés et diffus, polluants gazeux ou particuliers) de polluants atmosphériques et des conditions environnementales locales de façon à couvrir les zones de retombées maximales. L'implantation spatiale des points de mesure couvre les zones habitées et au minimum un point de mesure est situé au niveau du groupe scolaire du quartier de La Mède. Un emplacement (propre à chaque polluant surveillé) positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est inclus au plan de surveillance.</p> <p>Les campagnes de mesures de cette surveillance sont effectuées par un organisme tiers agréé, en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Conformément à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures du polluant concerné peuvent être dispensés de cette obligation, si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs propres rejets et de répondre aux prescriptions du présent arrêté. Dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le programme de surveillance environnementale établi conformément aux dispositions du présent article, définissant notamment les techniques de prélèvements et d'analyse pour la surveillance complémentaire définie au second alinéa du présent article, les emplacements des points de mesure, etc.</p> <p>Selon les résultats de la surveillance environnementale prescrite au présent article, ou en cas d'évolution des connaissances sur les valeurs toxicologiques des marqueurs de risque sanitaire, l'exploitant évalue annuellement la nécessité de mettre à jour l'évaluation des risques sanitaires (EQRS).</p>
<p>Constats :</p> <p>La fréquence et les modalités de réalisation de la surveillance environnementale sont prescrits par l'article 10,2,1,2 de l'AP du 16/05/2018. Les dispositions de cet article ont été complétées par celles de l'article 4.1 de l'AP du 02/05/2022. Elles devront être précisées dans un programme de surveillance à formaliser (cf fiche précédente).</p> <p>Le benzène fait actuellement l'objet de 8 campagnes de prélèvements par an d'une durée minimale d'intégration de 14 jours au niveau de 7 points de mesures. Les prélèvements sont réalisés par tubes passifs (Radiello). Les autres polluants (cadmium, arsenic, chrome VI, nickel, 7,12-diméthylbenz(a)anthracène) font l'objet de campagnes de prélèvements biennales (une sur la</p>

période estivale, une sur la période hivernale). d'une durée minimale de 30 jours, au niveau de 4 points de mesure, par des jauges OWEN.

Plusieurs de ces dispositifs ont été contrôlés visuellement durant l'inspection, sans mettre en évidence de dysfonctionnement particulier.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet